

COMITE TECHNIQUE LOCAL du 9 décembre 2014

Madame la Présidente,

Le gouvernement poursuit de façon effrénée son « pacte de responsabilité » rejeté par la confédération Force Ouvrière.

Ce pacte de responsabilité consiste en un chèque cadeau de 41 milliards d'euros au patronat financé par 50 milliards de réduction de dépenses publiques et sociales qui remettent en cause l'existence des services publics et de la protection sociale.

Pour les fonctionnaires de l'Etat, ce pacte de responsabilité se traduit par le gel du point d'indice jusqu'en 2017, des nouvelles suppressions d'emplois en 2015, la réduction drastique des déroulements de carrière et la poursuite de la réduction des crédits de fonctionnement des services.

Pour les personnels de la DGFIP, ce pacte signifie 2000 nouvelles suppressions d'emplois en 2015, 10 en Corrèze, qui vont rendre les conditions de travail encore plus insupportables, et la liquidation de 850 postes comptables C4, d'ici 2017.

Dans ce contexte, l'ordre du jour du CTL d'aujourd'hui est l'illustration flagrante de cette destruction programmée des emplois, des missions et du service public.

Vous nous invitez à discuter du plan d'action départementale suite aux conclusions du baromètre social. Si nous sommes d'accord sur le constat « *les agents ont des attentes fortes en matière de soutien et d'amélioration des conditions de travail* », nous savons bien que le résultat en sera, au mieux, un petit emplâtre ici ou là, mais qu'il n'y aura pas de solution apportant une réelle amélioration : Ce qui

rend la tâche insurmontable pour les agents dans toutes les structures de travail, ce sont les suppressions incessantes des emplois couplées à des exigences toujours nouvelles.

Il en est de même au sujet de la réduction des horaires d'ouverture au public. Cela aurait certes l'avantage de soulager un peu les agents d'accueil, qui témoignent souvent d'un important stress, et sont régulièrement soumis à des incivilités. Cependant l'effet principal en sera de permettre à l'agent d'effectuer des tâches supplémentaires tout en éloignant encore plus le service public de l'utilisateur.

Quant au reste, la mise en place des PCRPs, et le diagnostic du réseau, ce n'est pour FO-DGFiP que l'application stricte des décisions gouvernementales, pacte de responsabilité, MAP... que Force Ouvrière condamne fermement.

Pour FO-DGFiP 19, la seule façon d'améliorer les conditions de vie au travail des collègues, c'est :

- **Le retrait du « pacte de responsabilité » et de sa cohorte de contre-réformes**
- **L'arrêt immédiat de la démarche stratégique et des restructurations**
- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la DGFiP et le recrutement d'emplois statutaires.**